

Le Guide RSE

Sur le statut, l'implémentation et les exemples de meilleures pratiques actuels des directives de l'Union européenne dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises

Hi4CSR

Harmonization and implementation of
Corporate Social Responsibility EU Directives

FUNDED BY



PARTNERS



Auteurs:

Ivan Petarčić, MCF, senior specialist, RRIF-Plus d.o.o., Croatia

Marina Tomić, BA Sociology and Comparative Literature, project manager, The Croatian Institute for CSR – IDOP, Croatia

Marco Matrisciano, post-graduate Master in European Studies, Manager Research & Funding at ABIS - The Academy of Business in Society, Belgium

Xavier Lewis Rodriguez, BSc., Social Projects Manager, Bridging to the Future, England

Petra Hartman, BA Political Science, project manager, Ekvilib Institute, Slovenia

Boris Bulatovic, Dipl.-Ing., Co-Founder, Global Impact Grid GbR, Germany

Giulia Netti, PhD student in the Economics and Management of Natural Resources XXXI cycle, LUM Jean Monnet University, Italy

Tatiana Čaplová, BA, Programme Manager for CSR, Pontis Foundation/Business Leaders Forum, Slovakia

Éditeurs:

Nikolina Markota Vukić, PhD, CSR reporter and Co-founder, The Croatian Institute for CSR – IDOP, Croatia

Ludwig Roger, PhD, Senior Manager EU Project and Funding at ABIS – The Academy of Business in Society, Belgium

Duncan Chamberlain, PGCE and BSc., Managing Director, Bridging to the Future, England

Ela Kurtcu Bulatovic, M.A., M.A., B.A., Co-Founder, Global Impact Grid GbR, Germany

Angeloantonio Russo, PhD, Director of PhD program in The Economics and Management of Natural Resources. Full professor of Management, LUM Jean Monnet University, Italy.

Michal Kišša, MBA, Mgr. Programme Director for CSR, Pontis Foundation, Executive Director, Business Leaders Forum, Slovakia

Contact pour plus de détails: rrif@rrif.hr

Contenu

Sur le projet	4
1. Les rapports non-financiers	6
La législation	6
Partie principale.....	6
Pratique exemplaire	10
2. La stimulation du traitement des matériaux utilisés	12
La législation	12
Partie principale.....	12
Pratique exemplaire	14
3. Les dons d'aliments	16
La législation	16
Partie Principale.....	16
Pratique exemplaire	18
4. Eco-étiquetage.....	20
La législation	20
Partie principale.....	20
Pratique exemplaire	24
5. L'emploi des gens handicapés	26
La législation	26
Partie principale.....	26
Pratique exemplaire	29
6. Le Directive-cadre sur l'eau	31
La législation	31
Partie principale.....	31
Pratique exemplaire	35

Sur le projet

Hi4CSR, un projet d'Erasmus+ sous le nom **l'Harmonisation et implémentation des directives RSE de l'UE**, a commencé en Octobre 2016 et a terminé en Avril de 2018. Il est un projet transeuropéen établi par huit organisations européennes qui sont renommées dans le domaine de RSE:

- **RRiF-plus d.o.o.** (Croatie),
- **L'institut Croate pour RSE - IDOP** (Croatie),
- **Abis – l'Académie de l'Entreprise dans la Société** (Belgique),
- **l'Institut Ekvilib** (Slovénie),
- **Réseau d'Impact Global** (Allemagne),
- **LUM Université** (Italie),
- **la Fondation Pontis** (Slovaquie) et
- **Bridging to the Future** (Royaume Uni).

Le projet se concentre sur des directives de l'UE dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), en particulier ceux qui sont en lien avec des rapports non-financiers, l'éco-étiquetage, les dons d'aliments, l'emploi des personnes handicapées, la gestion durable des déchets et les directives-cadres sur l'eau. Il vise à échanger des exemples de bonnes pratiques entre des pays partenaires et à éduquer des adultes sur l'harmonisation et l'implémentation des directives RSE de l'UE. La connaissance qu'on accumule est répandue par des activités du projet, des blogs, des réseaux sociaux, des newsletters et des communiqués de presse. Le Guide RSE est l'aboutissement de la collaboration conjointe entre des partenaires dans sept activités du projet principales: trois réunions d'un jour et quatre activités de formation de cinq jours. Ce Guide vise à présenter, d'une manière pratique et systématique, le statut, l'implémentation et les exemples de meilleures pratiques actuels des directives de l'UE dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Tous les sujets dans le projet conformément à la *Stratégie de l'Europe 2020* en promouvant la croissance intelligente, durable et inclusive et en développant la responsabilité sociale des entreprises dans l'UE ainsi que les Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Le projet contribue au développement de politiques et de stratégies durables par la participation égale des PME, des universités, des ONG, des instituts de recherche et des organisations de la société civile. Le Guide a été créé pour des représentants d'entreprises de toute taille, des décideurs, des chercheurs, des professionnels de RSE, des étudiants et pour tout le monde qui s'intéresse à la responsabilité et la durabilité sociale des entreprises.

L'Union Européenne définit la responsabilité sociale des entreprises comme les entreprises qui assument la responsabilité pour leur impact social. RSE gagne de l'importance grâce à la pression montante sur les entreprises d'avoir un impact positif sur la société et de réduire le dommage qu'ils font vers l'environnement. Par conséquent, RSE devrait être intégrée dans la stratégie et les actions de chaque organisation. L'UE croit fermement que RSE est important pour la durabilité, la compétitivité et l'innovation des entreprises et de l'économie de l'UE. Par conséquent l'UE a développé un cadre législatif compréhensif sur les aspects différents de RSE, comme les rapports non-financiers, l'emploi des personnes handicapées, la stimulation du traitement des matériaux utilisés, les dons d'aliments, l'éco-étiquetage et la gestion responsable des eaux.

1. Les rapports non-financiers

La législation

Les derniers trois ans ont été une période décisive pour la formation des rapports non-financiers en Europe. Les lois applicables ont commencé à prendre forme en 2011, quand la Commission Européenne a publié un communiqué intitulé Une stratégie renouvelée de l'UE 2011-2014 pour la Responsabilité Sociale des Entreprises. Il a identifié la nécessité d'augmenter la transparence des informations sociales et environnementales fournies par des grandes entreprises dans l'UE. Conformément, la Directive sur les Rapports Non-Financiers (Directive 2014/95/EU) a été adoptée en Octobre 2014. La divulgation des informations sur la performance non-financière joue un rôle crucial pour changer les mentalités des entreprises et les aider à comprendre leur responsabilité pour leurs impacts sur la société, l'environnement et leurs salariés, le respect pour les droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la promotion active des politiques de diversité. La Directive vise à augmenter le nombre d'entreprises qui rapportent leurs informations non-financières mais aussi à augmenter la qualité de ces rapports et à standardiser leur format. Il va toucher plus de 6000 grandes entreprises et groupes dans l'UE, y compris des entreprises cotées, des banques, des compagnies d'assurances et des entités d'intérêt public.

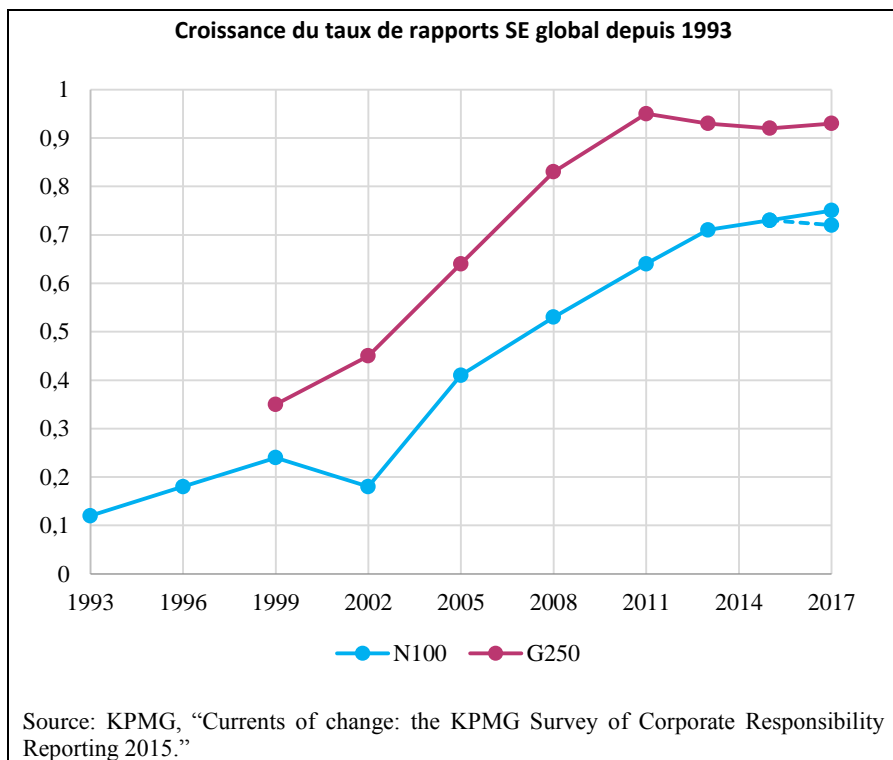
Partie principale

Un rapport RSE ou rapport de durabilité est un rapport publié par une entreprise ou une organisation avec des informations sur les impacts économiques, environnementaux et sociaux de ses activités, selon le Global Reporting Initiative. Les rapports présentent les valeurs et le modèle de gouvernance de l'organisation et démontre le lien entre sa stratégie et son engagement au développement durable. Mais quels sont les avantages commerciaux des rapports non-financiers? Le Global Reporting Initiative énumère plusieurs:

- **Développement de la confiance:** La transparence quant à la performance non-financière peut aider à réduire des risques de réputation et à ouvrir un dialogue avec des parties prenantes comme les clients, les communautés et les investisseurs.
- **Des processus et des systèmes améliorés:** Ecrire un rapport de durabilité aide à examiner et à améliorer la gestion interne et les processus de décision, qui peut mener aux réductions des coûts et à la surveillance meilleure des indicateurs individuels comme la consommation d'énergie, les émissions de CO₂ et le tri des déchets.

- **Progression de la vision et la stratégie:** La durabilité devrait être une partie intégrale de la stratégie commerciale de chaque entreprise. L'analyse compréhensive des forces et des faiblesses et la collection des retours des parties prenantes sont des outils puissants qui peuvent améliorer la vision et la stratégie à long terme de l'entreprise.
- **Réduction des coûts de conformité:** Quantifier la performance de durabilité peut aider les entreprises à satisfaire aux exigences réglementaires, à éviter des ruptures coûteuses et à recueillir les informations nécessaires d'une manière plus efficace et transparente.

Une étude récente de KPMG indique que les rapports RSE sont devenus pratique courante pour les entreprises moyennes et grandes globalement, surtout dans l'UE. L'un des raisons pour cette croissance est le Directive 2014/95/EU.



Le Directive exige que les entreprises suivantes divulguent les informations :

- Les entreprises avec un nombre moyen de salariés supérieur à 500, un total du bilan de 20 millions d'EUR ou un total net de 40 millions d'EUR, et qui sont cotées sur un marché des changes règlementé par l'UE.
- Les entreprises avec un nombre moyen de salariés supérieur à 500, un total du bilan de 20 millions d'EUR ou un total net de 40 millions d'EUR, qui ne sont pas cotées sur un marché des changes règlementé par l'UE, mais qui sont définis par les Etats membres comme des entités d'intérêt public.

A partir de 2018, leurs rapports annuels doivent inclure des états non-financiers avec des informations sur leurs politiques quant à la protection de l'environnement, le traitement des salariés, le respect pour les droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la promotion de la diversité dans les conseils d'administration. Le Directive est fondé sur le principe '**rapportez ou expliquez**', qui veut dire que si une question ne s'applique pas à une organisation, ou si il y a des contraintes liées à la confidentialité, l'organisation doit fournir une explication claire et raisonnée qui éclair pourquoi elle ne l'a pas inclus dans son rapport. Les Etats membres ont été obligés de transposer le Directive dans leur propre législation nationale avant le 6 Décembre 2016. Il y a plusieurs différences entre les législations nationales dans ce domaine, y compris la définition d'une entité d'intérêt public, l'assurance de vérification des rapports par des tierces parties, directives générales pour les rapports et la quantité minimum d'informations que les rapports devraient contenir, qui est montré ci-dessous:

Pays	Définition d'une Grande Entreprise	Définition d'un Entité d'Intérêt Public	Sujets et Contenu du Rapport	Cadre du Rapport	Format de Divulgateion	Participation de Vérificateur	Pénalités de Non-Conformité	Principe Safe Harbour	Exigence de Rapports sur la diversité
Autriche	=	o	=	=	o	=	o	=	o
Belgique	o	o	=	=	o	=	o	=	o
Bulgarie	=	o	=	o	o	o	o	=	o
Croatie	=	o	=	=	o	=	o	=	o
Chypre	=	o	=	=	=	o	o	=	o

Pays	Définition d'une Grande Entreprise	Définition d'un Entité d'Intérêt Public	Sujets et Contenu du Rapport	Cadre du Rapport	Format de Divulgateion	Participation de Vérificateur	Pénalités de Non-Conformité	Principe Safe Harbour	Exigence de Rapports sur la diversité
République Tchèque	0	0	=	=	0	=	0	=	=
Danemark	0	0	=	0	0	0	X	X	0
Estonie	0	=	=	=	0	=	X	X	0
Finlande	=	=	=	=	=	=	0	=	=
France	=	0	=	=	0	0	0	=	=
Allemagne	=	0	=	=	0	X	0	=	=
Grèce	0	0	0	=	0	=	0	=	=
Hongrie	=	0	=	=	0	=	0	X	=
Islande	0	0	=	=	0	0	0	=	0
Irlande	=	=	=	=	=	=	0	=	0
Italie	=	0	=	0	0	0	0	=	=
Lettonie	=	0	0	=	0	0	0	=	=
Lituanie	=	0	0	=	0	=	0	=	=
Luxembourg	0	0	=	=	=	=	0	=	=
Malta	=	=	0	=	0	=	0	=	=
Pays Bas	=	0	=	=	0	=	X	=	0
Norvège	=	0	=	=	0	=	0	X	=
Pologne	=	0	=	0	=	=	0	=	=
Portugal	0	0	=	=	=	=	0	=	=
Roumanie	0	0	0	=	=	0	0	=	=
Slovaquie	=	0	=	0	0	=	0	X	=
Slovénie	=	=	0	=	0	=	0	=	0
Espagne	=	0	0	0	0	=	X	=	=
Suède	0	0	0	=	0	=	0	=	=

Pays	Définition d'une Grande Entreprise	Définition d'un Entité d'Intérêt Public	Sujets et Contenu du Rapport	Cadre du Rapport	Format de Divulgateion	Participation de Vérificateur	Pénalités de Non-Conformité	Principe Safe Harbour	Exigence de Rapports sur la diversité
Royaume Uni	o	=	=	=	o	o	o	=	=
LEGEND	= Les exigences sont les mêmes que dans le Directive o Les exigences ont été omises x Les exigences ont été adaptées								

Statut de transposition du Directive 2014/95/EU dans les pays individus de l'UE en: RSE Europe, Global Reporting Initiative, en collaboration avec Accountancy Europe 'Implémentation du Directive 2014/95/EU par des Etats membres'¹

Pratique exemplaire

Rapports non-financiers, Royaume Uni

Le Directive de l'UE sur les Rapports Non-Financiers a été transposé dans la législation du Royaume Uni en Décembre 2016 à travers des Régulations des Entreprises, des Partenariats et des Groupes (Comptabilité et Rapports Non-Financiers) 2016. Il y a deux différences notables des réglementations précédentes du Royaume Uni. D'abord, dans les rapports il faut divulguer des politiques contre la corruption, ainsi que les politiques pour la diversité en termes de l'âge, du genre, de l'éducation et du parcours professionnel. Le nombre d'entreprises touchées par le Directive est 260, et en outre 15,000 filiales d'entités d'intérêt public. L'organisation responsable sera le Conseil de l'information financière (Financial Reporting Council) et le ministère responsable sera le Département de la stratégie de l'entreprise, de l'énergie et de l'industrie (Department of Business, Energy and Industrial Strategy). Quant à la participation d'un vérificateur, et la présence et le contenu de l'état doivent être vérifiés par un fournisseur de services d'assurance indépendant. Il y aura aussi des pénalités de non-conformité et les amendes seront décidées au cas par cas et infligées sur les personnes responsables.

¹ available at: http://www.globalsustain.org/files/CSR_Europe_GRI_EU_NFR_publication.pdf

Rapports non-financiers, Croatie

Le Directive 2014/95/EU ou le Directive sur les rapports non-financiers a été transposé dans la législation croate dans la loi sur la comptabilité (Official Gazette, no. 78/15). Il oblige que les entreprises avec plus de 500 salariés et les entités d'intérêt public divulguent des informations non-financières. Si une entreprise ne divulgue pas d'informations quant à son impact sur l'environnement et la société, l'état non-financier doit expliquer, de manière claire et raisonnée, pourquoi elle ne l'a pas fait – le principe 'rapportez ou expliquez'. L'état de la diversité s'appliquera à toutes entités d'intérêt public avec au moins 250 salariés. En ce qui concerne la participation d'un vérificateur, seulement la présence de l'état doit être vérifiée par un fournisseur de services d'assurance indépendant. Il y a aussi des pénalités de non-conformité: pour des entreprises qui ne rapportent pas leurs informations non-financières, les amendes varieront de 1.333 à 13.333 EUR. De plus le ministère des finances mettra ces entreprises sur une liste noire sur son site web officiel, pour servir comme une incitation supplémentaire à la divulgation des informations.

Slovak Telekom, a.s., Slovaquie

Slovak Telekom est l'opérateur de télécommunications le plus grand en Slovaquie. Comme leader du marché, l'entreprise s'est engagé à respecter les principes de la responsabilité éthique et sociale quant à l'environnement et à tous les parties qui sont impliqués. Les principes de RSE sont non seulement enracinés dans la philosophie de l'entreprise, ils font aussi partie de leur stratégie commerciale, qui est fondé sur les principes RSE de la société mère de Slovak Telekom; Deutsche Telekom. Slovak Telekom activement informe ses parties prenantes de ses politiques de durabilité et ses résultats non-financières depuis 2005. En 2016, le rapport RSE annuel de Slovak Telekom a été publié conformément aux directives générales du Global Reporting Initiative (GRI) pour la sixième fois. De plus ceci a été le premier rapport de l'entreprise fondé sur le GRI G4. D'ailleurs, l'utilisation de ces directives générales dans le rapport a été certifié par une tierce partie – la Fondation Pontis. *'Telekom considère que le rapport de durabilité soit important puisqu'il aide à présenter un tableau complet de notre entreprise. Comme ça les gens peuvent trouver une variété d'informations importantes au sujet de notre entreprise dans un lieu. Cependant, il s'agit dans le rapport non seulement des chiffres – il montre comment nous agissons vers notre communauté, l'environnement et nos fabricants. De plus il donne la possibilité aux gens de découvrir nos valeurs et notre culture organisationnelle.'* Tatiana Švrčková, Spécialiste de Niveau Supérieure RE, Slovak Telekom. Tous les rapports se trouvent

[ici](#)

2. La stimulation du traitement des matériaux utilisés

La législation

Le problème grandissant du gaspillage dans l'UE est abordé par le Directive-cadre sur les déchets, ou le Directive 2008/98/EC, qui a fourni les concepts fondamentaux pour le traitement durable des déchets. La stratégie du traitement des déchets ambitieuse de l'UE vise à atteindre 65% de recyclage des déchets ménagers, 75% des déchets d'emballage et l'interdiction de l'enfouissement des déchets collectionnées séparément avant 2030. Ceci est souligné dans le Plan d'action pour l'économie circulaire (Action plan for the Circular Economy) de l'UE de 2015. Sous le Directive, le traitement des déchets doit suivre la hiérarchie de 5 étapes des déchets: prévention du gaspillage, réutilisation, recyclage, récupération et disposition. Plusieurs mesures soulignent fortement l'importance croissante de la stimulation du traitement des matériaux utilisés et de la réutilisation et recyclage des déchets.

Une de ces mesures vient du Directive TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) ou le Directive 2006/112/EC. Ce Directive fournit aux Etats membres la possibilité de transposer dans leurs législations nationales des provisions liées au transfert de l'obligation fiscale pour l'approvisionnement des matériaux utilisés et les déchets. Ça veut dire que ni le vendeur ni l'acheteur ne doit payer la TVA quand ils échangent des matériaux utilisés. Ça encourage les entreprises à vendre des déchets et des matériaux utilisés, et facilite l'échange de matières premières secondaires.

Partie principale

Le gaspillage est un grand problème environnemental, social et économique dans l'UE. L'europpéen moyen produit environ 481 kilogrammes de déchets ménagers chaque année. En combinaison avec des quantités énormes de déchets de la fabrication, la construction, l'approvisionnement en eau et la production énergétique, il s'élève à 3 billions de tonnes de déchets produits chaque année dans l'UE. Pour assurer l'efficacité des ressources et minimiser l'extraction des ressources naturelles, le traitement approprié des déchets est crucial. Les déchets sont non seulement une ressource précieuse, mais aussi une opportunité commerciale. Bien que le traitement des déchets continue à s'améliorer, l'économie européenne encore perd une quantité significative de 'matières premières secondaires' potentiels comme les métaux, le papier, les plastiques, le bois, le verre et ainsi de suite.

L'un des domaines clefs dans le Plan d'action pour l'Économie Circulaire est l'utilisation des matières premières secondaires. La réinjection de ces matières dans le début du cycle de vie des produits réduira les coûts de fabrication et notre impact sur l'environnement. Il réduira les coûts pour les industries en préservant des ressources importantes, promouvra des innovations dans le développement des produits et stimulera la croissance économique. De plus, il créera des nouveaux emplois et augmentera l'intégration sociale. Cependant, les matières premières secondaires ne représentent qu'une petite portion des matières utilisées dans l'UE. C'est pourquoi la Directive TVA 2006/112/EC est une mesure importante pour encourager l'utilisation des matières premières secondaires et faciliter l'échange des déchets à travers l'UE. La Directive TVA empêche les entreprises de disposer les déchets dans l'environnement et les stimule à les donner à quelqu'un qui les utilisera de nouveau. À son tour, les entreprises et les sociétés de récupération des déchets distribuent des matériaux utilisés à ceux qui les utiliseront comme matière première, les recycleront ou les récupéreront d'autre manière. Grâce à ces méthodes, les matériaux se réutilisent constamment dans un processus qui s'appelle l'économie circulaire. Il est l'inverse de l'économie linéaire qui favorise un modèle de fabrication et de consommation de 'prendre-fabriquer-et-jeter'. Par la Directive TVA, les entreprises sont encouragées à faire des affaires d'une manière responsable vers l'environnement et la société quant à l'efficacité des ressources et le traitement durable des déchets.

Il y a quelques mesures qui peuvent faciliter l'utilisation des matières premières secondaires dans l'économie, par exemple:

- Encourager la symbiose industrielle, selon lequel les déchets ou les sous-produits d'une industrie deviennent les matières premières ou l'énergie pour une autre
- Faciliter la transportation légale des déchets entre les pays de l'UE et prendre d'autres mesures pour baisser le nombre de transports illégaux
- Développer des exigences de qualité pour des matières premières secondaires le cas échéant, surtout pour les plastiques
- Analyser les obstacles principaux à l'établissement et au fonctionnement approprié des marchés de matières secondaires dans toute l'UE

Le fonctionnement amélioré des marchés de déchets dans l'UE permettrait que ces entreprises et industries réalisent tout leur potentiel et encouragerait une transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources.

Une étude effectuée par la Commission européenne en 2012 a démontré² que l'implémentation complète de la législation sur les déchets dans l'UE économiserait €72 milliards par an et créerait plus de 400.000 emplois d'ici 2020.

Pratique exemplaire

Unija Nova d.o.o, Croatie

Unija Nova est une usine de recyclage spécialisée dans le recyclage de toutes sortes de déchets avec une capacité totale de 8000 tonnes par an. Unija Nova est un leader du traitement durable des déchets en Croatie et offre des solutions complètes pour les déchets d'emballage, le verre, le PET, l'Al/Fe, le papier et toutes autres sortes de déchets. Unija Nova prend soin de la nature pendant plus de 50 ans et dès son début jusqu'aujourd'hui sensibilise à l'importance de recyclage comme un impératif pour le développement durable. Il est spécialisé dans la collecte, le transport, le stockage et le traitement des déchets non dangereux et l'élimination des biens qui ne sont pas appropriés pour la consommation ni pour la vente. Comme collecteur de déchets autorisé pour des différentes sortes de déchets ils ont le réseau de collecte de déchets le plus large de la Croatie pour toutes sortes de déchets non dangereux et de biens non appropriés pour l'utilisation. Ils offrent aussi un service de la logistique inversé, qui prend en compte tout le cycle de vie d'un produit. Site web: <http://www.unija-nova.hr/>

Orange Fiber, Italie

Orange Fiber est une entreprise italienne qui fabrique des tissus durables de la pulpe d'agrumes, en extrayant la cellulose des fibres jetées pendant le broyage et le traitement industriels des oranges. En Italie plus de 1 million de tonnes de déchets agrumes est généré chaque année jusqu'au présent, et personne n'a développé un alternatif viable à l'élimination. Une augmentation notable de la transformation alimentaire au cours des dernières 50 années a généré une quantité énorme de déchets et a entraîné un gaspillage de ressources naturelles précieuses. Orange Fiber est la première entreprise textile italienne révolutionnaire qui fabrique ses tissus des déchets agricoles. Cette idée innovante a non seulement introduit la durabilité à l'industrie textile, mais aussi elle a créé de nouveaux emplois et a stimulé l'économie locale. En créant un matériel qui est durable, biodégradable et écologique, ils offrent une innovation pour les industries de mode et d'agriculture. Site web: <http://orangefiber.it/en/>

² Monier, V., et al. "Implementing EU Waste Legislation for Green Growth." BIO Intelligence Service, Ecologic Institute, Austrian Environment Agency (2011), available at: <http://ec.europa.eu/environment/waste/studies/pdf/study%2012%20FINAL%20REPORT.pdf>

eSimbioza, Slovénie

eSimbioza est une plateforme en ligne qui soutient l'économie circulaire en Slovénie. Trois organisations (Faculty of Information Studies, Komunala mesto d.o.o. et Association for the Development of Voluntary Work Novo mesto) ont combiné leur savoir dans un partenariat local qui vise à réduire le pourcentage de déchets éliminés. Ils ont créé une plateforme en ligne qui permet à quiconque de trouver facilement des entreprises qui ont des ressources déchets et des entreprises qui utilisent ces déchets comme matière première secondaire. Actuellement ceci est la seule plateforme en Slovénie qui peut être utilisée par les fournisseurs, les intermédiaires et les commerçants de déchets. Le portail e-Simbioza est un outil internet en libre accès qui sert à montrer l'offre et la demande, connecter les parties prenantes et échanger des informations avant de commencer une collaboration. Pour voir la base de données de l'offre et la demande des ressources déchets, aucune registration ne s'exige pas, alors que pour ajouter une entreprise et ensuite fournir des informations sur l'offre et la demande, la registration est obligatoire. Site web: <http://esimbioza.fis.unm.si/>

Material Mafia, Allemagne

Material Mafia est une entreprise sociale basée à Berlin qui se concentre sur des façons innovantes et créatives de l'upcycling et le recyclage des matériaux utilisés. Ils traitent aussi de la prévention, la redistribution, l'éducation et le réseautage sur les déchets. Material Mafia collectionne les matériaux abandonnés et les sous-produits comme le bois, la mousse, le textile et le Plexiglas des productions théâtrales, les plateaux de tournage, les musées et les expositions. Certaines de ces déchets sont transformées en objets quotidiens différents ou en petits meubles. La majorité des matériaux est distribuée ou vendue à prix réduit aux artistes, aux designers, aux écoles, aux projets communautaires et aux différents initiatives pour leurs activités d'arts et métiers, les projets sociaux ou les leçons scolaires. En 2014 Material Mafia a collectionné et redistribué plus de 200m³ de bois, de panneaux de fibres, de plastique, de papier et d'autres matériaux. En supposant qu'environ la moitié de la fabrication de nouveaux matériaux est évitée par cette redistribution, au moins 345 tonnes d'émissions de CO₂ ont été empêchées, selon une étude de 2016 par TESS (Towards European Societal Sustainability). Site web: <http://www.material-mafia.net/>

3. Les dons d'aliments

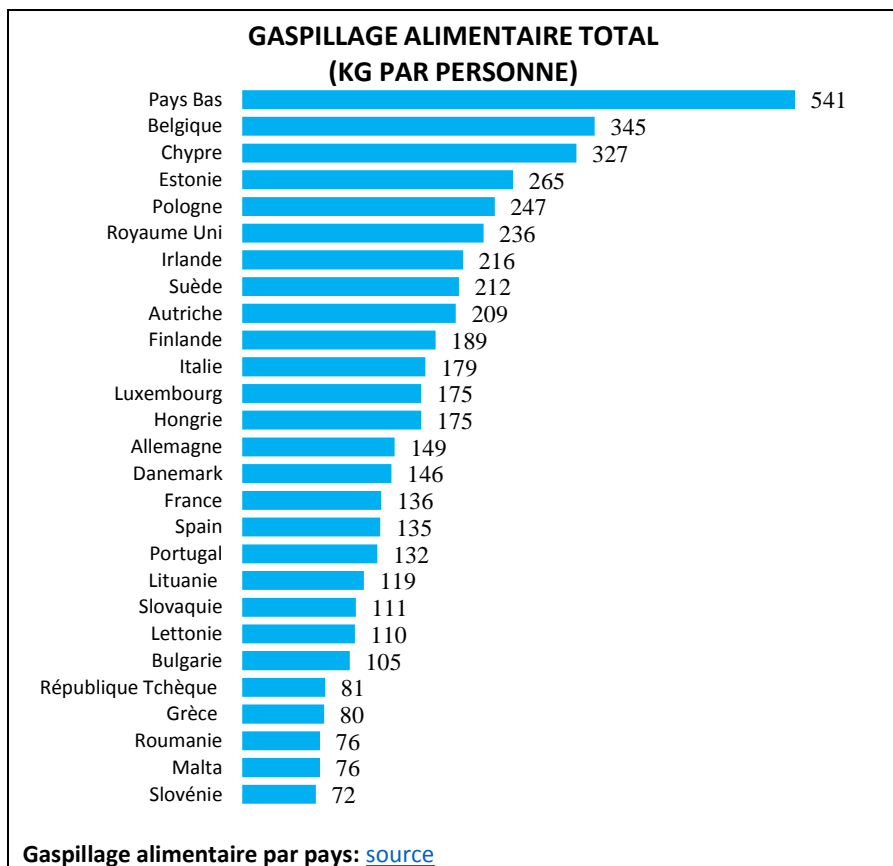
La législation

Vers la fin des années 1990, plusieurs incidents relatifs à l'alimentation et la nourriture pour animaux ont attiré l'attention sur la nécessité d'établir des standards pour la sécurité et l'hygiène alimentaire. L'UE a réagi en introduisant un nouveau cadre législatif compréhensif pour améliorer la sécurité alimentaire en Europe, assurer un niveau élevé de la protection du consommateur et rétablir la confiance dans la filière agroalimentaire. En 2002, l'UE a adopté la Législation Alimentaire Générale (The General Food Law) (Regulation (EC) No 178/2002) qui a établi les principes et les exigences généraux de la législation alimentaire et a établi des procédures pour les questions de la sécurité alimentaire. Elle couvre tous les étapes de la fabrication et la distribution de l'alimentation et de la nourriture pour animaux. Le secteur alimentaire est devenu depuis l'un des secteurs les plus fortement réglementés de l'UE. Par conséquent il est difficile pour les entreprises de donner et redistribuer l'alimentation excédentaire parce qu'ils doivent se conformer à beaucoup de réglementations quant à la sécurité, l'hygiène, la traçabilité et la responsabilité alimentaire. Ceci a été rendu plus facile par la Directive TVA (Directive 2006/112/EC). La Directive fournit aux Etats membres l'occasion de transposer dans leur législation nationale des provisions quant au transfert de l'obligation fiscale pour les dons d'aliments qui approchent leur date de péremption

Partie Principale

Le gaspillage alimentaire est l'un des problèmes les plus sérieux de nos jours, puisqu'un tiers de toute l'alimentation produite pour la consommation humaine dans le monde est perdu ou gaspillé. Dans les pays en voie de développement, la 'perte d'alimentation' ou le gaspillage involontaire est élevé en général à cause de l'équipement inadéquat ou aux mauvaises conditions de transport et de stockage. Dans les pays développés, les niveaux de 'gaspillage alimentaire' sont beaucoup plus élevés. Ceci se passe pour la plupart au niveau de vente et de consommateur et il est souvent lié à la surconsommation. L'empreinte carbone de l'alimentation gaspillée est 3,3 gigatonnes par an, qui veut dire que le gaspillage alimentaire émet le plus de gaz à effet de serre après les Etats Unis et la Chine. Dans l'UE 89 millions de tonnes d'alimentation est gaspillé chaque année, dont les couts sont estimés à 143 billions d'euros (étude de 2016). En même temps, 79 millions de citoyens de l'UE vivent sous le seuil de pauvreté et 16 millions de personnes sont dépendantes de l'aide alimentaire des organismes de bienfaisance. L'alimentation gaspillée en Europe pourrait suffire pour nourrir tous ceux qui ont faim dans le monde deux fois (Commission européenne 2015). Le niveau de gaspillage alimentaire le plus élevé

de l'UE se trouve aux Pays Bas (541kg par habitant par an) alors que la Slovénie a le niveau le plus bas (72kg).



Dans l'UE, la plupart du gaspillage alimentaire se passe à la fin de la chaîne agroalimentaire, aux étapes de la distribution et la consommation. Alors l'une des meilleures façons de le réduire est d'encourager les dons d'aliments. L'UE a utilisé la Directive TVA ([Directive 2006/112/EC](#)) pour faciliter les dons d'aliments supplémentaires pour les fins caritatives. Selon la Directive, il faut payer la TVA sur les aliments à donner. Cependant, selon les directives générales de la TVA quant aux dons d'aliments, le montant imposable est le prix d'achat des biens donnés, mais adapté à la condition des biens au moment de donation. Quand les aliments sont donnés près de la date de péremption ou de la date limite d'utilisation (ce qui

veut dire que les aliments ne sont pas appropriés pour la vente mais peuvent être consommés sans danger), sa valeur est considérée comme zéro ou près de zéro.

Cependant, l'imposition de la TVA sur les dons d'aliments dans les pays différents reste floue. La question est de savoir si la valeur commerciale des aliments qui approchent leur date de péremption peut être considérée comme zéro. Si oui, la TVA peut être abandonnée ou exonérée. Si non, il est toujours moins cher de jeter les aliments que les donner. Il y a encore un ensemble de problèmes quant à la sécurité et l'hygiène alimentaire. La Législation Alimentaire Générale identifie les dons d'aliments comme une 'opération de marché' et les donateurs comme les 'exploitants du secteur alimentaire'. Ce qui veut dire que tous les acteurs qui participent dans les dons d'aliments doivent se conformer à la législation de l'UE sur la santé et la sécurité alimentaire. Autrement dit, les donateurs d'aliments sont entièrement responsables de la sécurité alimentaire tout au long de la chaîne agroalimentaire. Les donateurs d'aliments potentiels décident souvent de jeter l'alimentation excédante au lieu de la donner pour éviter les risques comme mettre en danger leur réputation et faire face à des poursuites dans les cas de l'intoxication alimentaire. La quantité d'alimentation donnée aux banques alimentaires et aux organismes de bienfaisance est une partie très petite de toute l'alimentation excédante dans l'UE.

Pratique exemplaire

Dukat d.d., Croatie

Dukat est le leader de l'industrie laitière en Croatie et fait partie du Groupe Lactalis, le groupe de produits laitiers et fabricant de fromage principal du monde. Ils donnent des produits laitiers aux soupes populaires, aux boutiques de charité alimentaires et aux associations humanitaires pendant des années. Les dons sont faits régulièrement deux fois par semaine. En 2015, Dukat a donné 219 tonnes de produits laitiers à 40 soupes populaires, boutiques de charité alimentaires et associations humanitaires partout en Croatie. Dukat a fourni des produits laitiers pour plus de 20.000 citoyens socialement défavorisés et d'enfants dans le besoin. Depuis que les dons d'aliments sont devenus exempts de la TVA en Croatie, Dukat a augmenté ses dons. En 2016, ils ont donné 244 tonnes de produits laitiers à 36 supermarchés sociaux, soupes populaires et organisations humanitaires, ce qui a aidé 26.000 citoyens et enfants dans le besoin. Quant aux bénéficiaires, les associations humanitaires ont reçu 27% de leurs dons, la même pour les boutiques de charité alimentaires. Les soupes populaires ont reçu 24%, et le reste a été réparti entre les orphelinats, la Croix-Rouge et Caritas. De plus ils sont l'un des donateurs et supporters principaux de la Banque Alimentaire de la Croatie. Site web: <http://www.dukat.hr/>

Elysia Catering, Royaume Uni

15 millions de tonnes d'alimentation sont gaspillés chaque an dans le Royaume Uni. Les producteurs, les détaillants et les ménages sont responsables, les ménages uniquement jettent 7,7 millions de tonnes d'aliments par an. Elysia, une entreprise jeune de restauration établie en 2016, travaille avec des producteurs et des ménages pour conserver l'alimentation excédante. L'alimentation qui peut être considérée comme excédante pour plusieurs raisons, y compris les formes bizarres ou un manque d'espace pour le stockage. Elysia achète l'alimentation excédante des producteurs locaux, comme le fromage, le pain, la confiture, les croissants et le granola. Ensuite ils font des canapés et des petits déjeuners pour des offices et des événements basés à Londres. Ceci permet aux entreprises d'avoir un impact positif sur l'environnement et la société d'une manière simple et abordable. En plus il sensibilise les clients que l'alimentation excédante peut être délicieuse. En 2017, ils ont conservé plus de 4 tonnes d'alimentation artisanale britannique. La livraison de cette alimentation ne se fait pas qu'en vélo ou à pied. Comme entreprise sociale, ils sont engagés à la réduction du gaspillage de l'alimentation, au soutien des producteurs alimentaires locaux et à l'approvisionnement de l'accès à l'alimentation de haute qualité pour plus de gens. Site web: www.elysiacatering.com

Loi du Bon Samaritain, Italie

L'Italie a été le premier pays de l'UE qui a introduit la législation qui limite la responsabilité des donateurs d'aliments dans sa [Loi no. 155/2003](#). Cette loi, connu comme la 'Loi du Bon Samaritain', est fondé sur un principe de la protection des gens qui aident en toute bonne foi contre les conséquences civiles ou pénales de leurs actions. Donc, elle limite la responsabilité des donateurs d'aliments des règles en matière de sécurité alimentaire. La Loi du Bon Samaritain accepte que les banques alimentaires eux-mêmes soient le dernier lien dans la chaîne agroalimentaire (C'est à dire le consommateurs finals des produits donnés). Ceci empêche les individus qui reçoivent les aliments des banques alimentaires de pouvoir poursuivre les donateurs d'aliments. Les donateurs d'aliments sont par conséquent responsables des exigences de sécurité alimentaire aux banques alimentaires seulement, non aux utilisateurs individuels des banques alimentaires, alors cette législation fournit encore un niveau de rassurance aux donateurs. Cette loi est reconnue comme l'une des meilleures pratiques des Etats membres et l'un des instruments juridiques avec le plus grand impact sur les dons d'aliments excédants. C'est pour ça que l'Italie a beaucoup d'initiatives efficaces pour la redistribution d'aliments excédents, par exemple [Food for Good](#) ou [Last Minute Market](#).

4. Eco-étiquetage

La législation

Les écolabels (labels écologiques) sont des instruments volontaires pour la protection de l'environnement qui sont mis sur les produits et les services pour informer les clients qu'ils sont moins nocifs pour l'environnement. Le nombre d'écolabels augmente constamment, et beaucoup d'entre eux sont des auto-déclarations sans vérification par une tierce partie. Pour éviter plus de confusion, il y avait un besoin d'une amélioration des règlements des processus de marché et de certification. Etabli en 1992, l'Ecolabel UE vise à promouvoir les produits et les services avec un impact environnemental réduit et à aider les clients européens à différencier des produits plus écologiques. La Régulation (EC) No 66/2010_a fixe le cadre juridique qui établit les exigences du système de récompenses de l'Ecolabel UE. Le système Ecolabel UE fait partie de la politique de l'UE pour encourager la consommation et la fabrication plus durable pour des différents groupes de produits non-alimentaires. Il existe aussi la législation qui vise l'étiquetage et l'identification correcte d'aliments. La Législation Alimentaire Générale établit les droits du consommateur à la nourriture sûre et aux informations précises sur les contenus et la composition des produits alimentaires. Les règlements qui fixent des critères pour l'étiquetage de l'alimentation sont la Régulation (EC) No 834/2007 sur la production des produits biologiques et la Régulation (EC) No 889/2008 qui fournit des règles détaillées pour la production et l'étiquetage des produits biologiques.

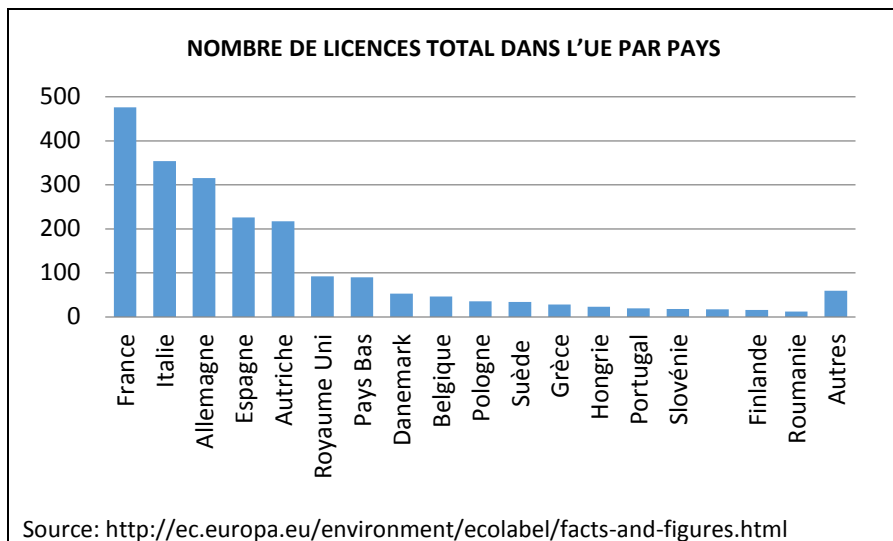
Partie principale

Les écolabels sont des systèmes d'étiquetage pour les produits alimentaires et les produits de consommation. Comme une façon de mesurer la durabilité, ils quantifient la pollution, la consommation d'énergie et l'impact négatif sur l'environnement du produit pendant son cycle de vie. Ils ont deux objectifs; d'abord, fournir aux clients plus d'informations sur les effets environnementaux de leur consommation, en générant un changement vers des modèles de consommation plus écologiques; deuxièmement, encourager les producteurs et les gouvernements à augmenter les standards écologiques des produits et des services pour le bien-être de toute la société. Cependant, le nombre d'écolabels rend l'orientation du consommateur au marché très difficile. La crédibilité de quelques écolabels est fondée sur des standards complexes, développés par des experts en collaboration avec de différentes parties intéressées, alors que d'autres écolabels délibérément induisent

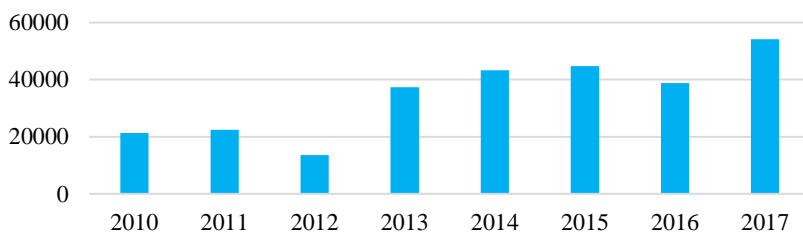


les gens en erreur délibérément. Selon l'enquête Eurobaromètre des Consommateurs 2011, presque la moitié de citoyens européens n'ont pas de la confiance aux déclarations environnementales et un tiers d'entre eux sont confus par des auto déclarations. Pour éviter la confusion entre des consommateurs et pour les sensibiliser, l'UE propulse sans cesse l'attention publique vers les produits et les services écologiques. Ecolabel UE est le seul écolabel européen qui aide les citoyens européens à identifier les produits et les services avec un impact environnementale réduit tout au long de leurs cycles de vie. Les critères de l'Ecolabel UE sont établis pour une grande variété de groupes de produits non-alimentaires comme les produits de nettoyage, les vêtements, les produits textiles, le papier, l'équipement électronique, les meubles, les appareils ménagers et les services de logement touristique. Ces critères sont développés et revus en coopération avec des experts, des industries, des associations de consommateurs et des ONG environnementales, et ils sont revus chaque 3 à 5 années.

La croissance du nombre de produits et de services récompensés d'Ecolabel UE signifie que les entreprises deviennent de plus en plus engagées à la durabilité et à la protection de l'environnement. De plus, les consommateurs comprennent et apprécient de plus en plus ce type de valeur ajoutée aux produits et aux services.

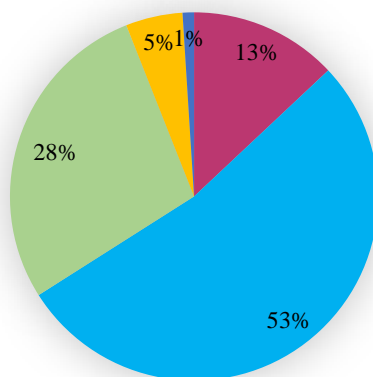


EVOLUTION DU NOMBRE DE PRODUITS ET SERVICES AVEC ECOLABEL UE DE 2010 - 2017



Source : <http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/facts-and-figures.html>

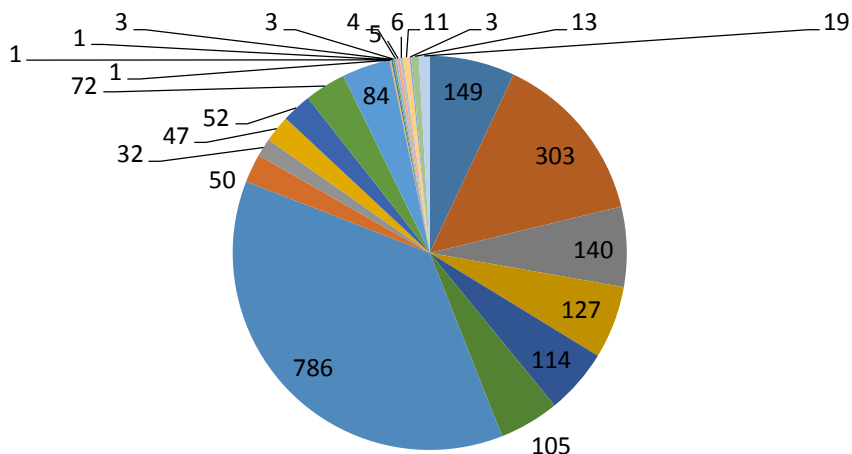
Dans quelle mesure êtes-vous sûrs que quand vous achetez un produit étiqueté ou autrement indiqué comme écologique, il est moins nocif pour l'environnement que d'autres produits?



■ Très sûrs ■ Assez sûrs ■ Pas très sûrs ■ Pas sûrs du tout ■ Ne sait pas

Source: Eurobarometer (2013). Attitudes of Europeans towards building the single market for green products,

LICENCES PAR GROUPE DE PRODUITS, SEPTEMBRE 2017



- Papier de soie
- Nettoyants tout usage
- Détergents de vaisselle à la main
- Papier imprimé
- Peintures et vernis
- Lubrifiants
- Services de logement touristique
- Détergents pour lave-vaisselle automatiques industriels et institutionnels
- Détergents pour lave-vaisselle
- Textiles
- Détergents de lessive
- Copie papier et papier graphique
- Cosmétiques à éliminer par rinçage
- Revêtements de sol en bois, liège et bambou

Source : <http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/facts-and-figures.html>

Presqu'un tiers du nombre total d'écolabels dans le monde est concentré dans le secteur agroalimentaire. Beaucoup de règlements de l'UE visent l'étiquetage et l'identification correcte et fournir des informations compréhensives sur le contenu et la composition de l'alimentation. Des groupes régionaux d'agriculteurs biologiques ont commencé à développer les standards biologiques il y a plus de 40 ans. De nos jours, des centaines de standards biologiques privés, régionaux et nationaux ont été développés partout dans le monde, comme Ecoland, Biokreis et Ecovin en Allemagne, Bio Suisse en Suisse et Biodar en Slovénie. Les Règlements de l'UE sur l'agriculture biologique couvrent non seulement la production et le traitement, mais aussi le contrôle et l'étiquetage de l'alimentation biologique. En 2010, la Commission européenne a annoncé des nouvelles règles sur l'alimentation biologique et un nouveau logo pour les produits biologiques de l'UE appelé 'Euro Leaf' (Euro Feuille). Le nouveau logo peut être utilisé seulement sur les aliments qui se conforment aux règles strictes de l'UE pour l'agriculture biologique et il sert comme un outil pour informer les consommateurs des choix plus durables.

Pratique exemplaire

Ange Bleu, Allemagne

Le premier initiative de l'éco-étiquetage a été introduite en Allemagne en 1977, connue comme l'Ange Bleu (Der Blaue Engel). L'Ange Bleu est l'écolabel le plus ancien du monde et un pionnier dans l'établissement des standards pour la conservation et la durabilité environnementale pour une grande variété de produits. Etabli par le gouvernement allemand, il couvre plus de 12.000 produits de 1500 entreprises. Ses critères incluent l'utilisation efficace des combustibles fossiles, les produits alternatifs avec un impact plus petit sur l'environnement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la conservation des ressources. L'Ange Bleu promeut et la protection de l'environnement et la protection du consommateur. Des critères sont développés pour chaque groupe de produits individuel. Pour refléter les avances technologiques, les critères sont élevés chaque trois ou quatre années. Ce processus exige que les entreprises améliorent constamment le niveau écologique de leurs produits au fil du temps. L'Ange Bleu est une vraie réussite qui démontre l'excellence et l'efficacité au service de l'environnement et des gens. Site web: <https://www.blauer-engel.de/>

Barilla Bio, Italie

Barilla est le leader du monde à la production des pâtes, des sauces pour pâtes et des produits de boulangerie en Italie et dans le monde. En 2016 l'entreprise alimentaire italienne a lancé une gamme de produits complètement engagée à la durabilité sans négliger la compétitivité: 'Barilla Bio'. Barilla Bio est la gamme biologique qui n'utilise que des matériaux naturels et bruts, spécifiquement la semoule 100% biologique issue de blé dur biologique italien. Etant annoncé comme 100% biologique et 100% italien, les pâtes Bio Barilla sont contrôlés par l'organisme de contrôle autorisé par le ministère de la politique agricole, alimentaire et forestière de l'Italie et des tierce parties systèmes de certification indépendantes dans l'UE. Barilla Bio a été certifié comme un produit biologique et attribué le label 'Euro Leaf'. 'Euro Leaf' est un logo biologique strictement régulé de l'Union Européenne pour définir l'alimentation biologique et sa provenance. Il a été introduit pour réduire la confusion quant à l'éco-étiquetage et pour rendre l'identification des produits biologiques plus facile pour les consommateurs européens.

EcoBianco, Croatie

EcoBianco est un détergent de lessive écologique fabriqué par la microentreprise croate 'Ecology 108'. Le produit a le maximum de respect pour l'environnement: il conserve de l'énergie puisqu'il lave efficacement à 20°C et son emballage est compact et fabriqué de papier recyclé. De plus, il ne contient pas de produits d'animaux et n'est pas testé sur les animaux. Eco Bianco se concentre aussi sur la santé du consommateur: sa composition a été créée pour réduire le risque d'allergies et il n'y'a pas de colorants, d'azurants optiques ou de parfum. EcoBianco a obtenu la certification Ecolabel UE dans la catégorie 'détergents de lessive' avec le plus de points sur la carte de pointage de l'Ecolabel grâce à son impact environnemental bas tout au long de son cycle de vie, y compris la fabrication, l'utilisation et l'emballage. Le logo Ecolabel UE sur les détergents de lessive garantie aussi moins de consommation d'énergie, plus de biodégradabilité, contrôle de décharges de gaz nocif, utilisation responsable de ressources et les informations fiables four le consommateur. Site web: <http://ecology108.com/>

5. L'emploi des gens handicapés

La législation

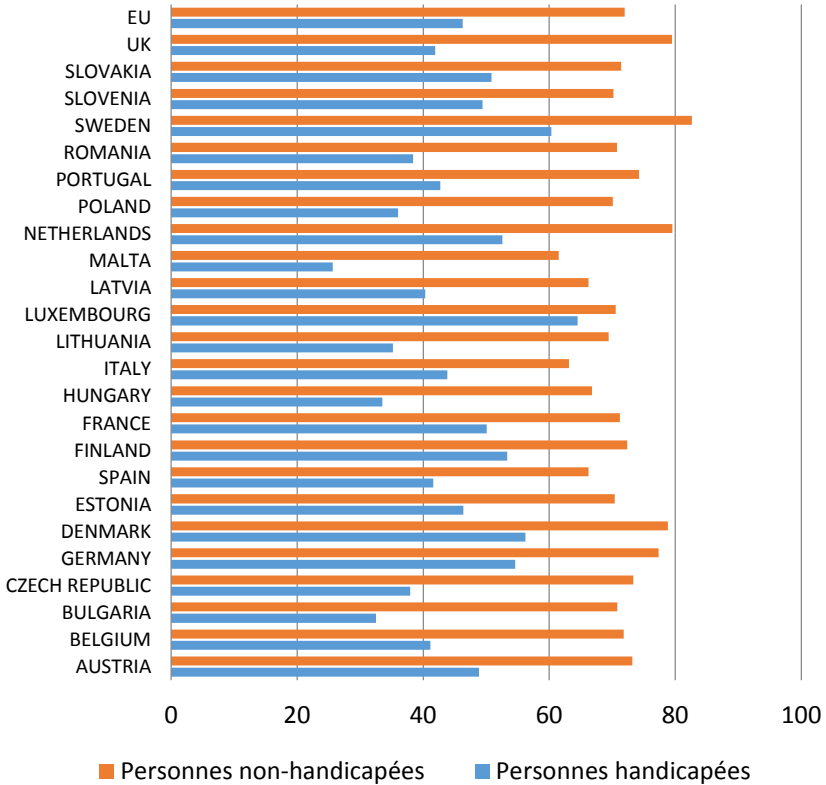
L'UE a adopté plusieurs lois antidiscriminatoires qui appliquent le principe de l'égalité à l'emploi, à l'éducation, à l'accès au logement, à la santé et au système de la retraite. Le cadre général pour l'égalité de traitement quant à l'emploi a été réglementé par la Directive Cadre sur l'Emploi 2000/78/EC, qui interdit la discrimination en raison de religion ou de foi, d'invalidité, d'âge ou d'orientation sexuelle. Pour garantir le traitement égal des personnes handicapées, les employeurs doivent faire des efforts raisonnables pour les accommoder, par exemple fournir des escaliers, des rampes et des ascenseurs sécurisés. La Directive s'appuie sur la législation précédente, principalement la Recommandation 86/379/EEC sur l'emploi des personnes handicapées. La recommandation a établi un cadre et a fourni des exemples de l'action positive pour promouvoir l'emploi des personnes handicapées. L'action positive pour les personnes handicapées est nécessaire pour combattre la discrimination. Une de ces mesures implique la fixation des objectifs en pourcentage pour l'emploi des personnes handicapées dans des entreprises avec un nombre de salariés entre 15 et 50. Cette politique a été adoptée de manière différente dans des différents Etats membres, mais la plupart exige que chaque entreprise avec plus de 15 salariés doit employer au moins une personne handicapée.

Partie principale

La création d'un environnement de travail inclusif est un aspect important de la responsabilité sociale des entreprises, ce qui comprend le respect pour les droits de l'homme. Les personnes handicapées font l'un des groupes les plus vulnérables dans le marché du travail parce que leurs invalidités les défavorisent et les rendent moins concurrentiels. Les données préexistantes montrent qu'un de chaque six citoyens de l'UE entre l'âge de 16 et 64 ans a un problème de santé ou un handicap de longue durée, et en même temps qu'un tiers de ces personnes n'a aucune restriction sur leur capacité de travailler. Les personnes handicapées représentent une partie significative de la population, donc, leur intégration sociale et économique est essentielle pour construire une société inclusive, durable et fructueuse. Mais les données montrent que les personnes handicapées font face à des barrières significatives. Au niveau de l'UE, 57% des personnes handicapées entre l'âge de 20 et 64 ans participent dans le marché du travail (s'ils travaillent ou s'ils sont à la recherche du travail), en comparaison à 80% des personnes non-handicapées. Au niveau de l'UE, environ 47% des personnes handicapées ont un emploi, en comparaison à 72% des personnes non-handicapées. Le taux de chômage entre les personnes handicapées est plus élevé comparé aux personnes

non-handicapées. De plus, 19% des jeunes ayant des besoins spéciaux quittent l'école prématurément, ce qui est plus que les jeunes sans besoins spéciaux.

Graphique: Taux de chômage par état d'incapacité et Etat-Membre (âges 20-64), 2011



Source: Grammenos, Stefanos. "European comparative data on Europe 2020 & people with disabilities" (2013)

La situation dans des différents états de l'UE varie considérablement. Alors que les taux de placement pour des personnes non-handicapées sont assez similaires, les taux de placement pour des personnes handicapées varient: le taux de placement est très bas en Croatie (20%) et en Grèce (30%), mais élevé en Allemagne (57%) et

en Suède (59%). Il y a quelques instruments au niveau de l'état et de l'entreprise qui visent à élever les taux de placement pour les personnes handicapées:

- Un système de quotas
- La réadaptation professionnelle
- Les subventions salariales
- L'adaptation du milieu de travail
- L'exemption des cotisations
- Les incitations à employer les personnes handicapées
- Les bonus pour avoir dépassé les quotas
- Les programmes d'inclusion sociale

Par exemple, un système de quotas est en place en Slovénie, similaire à celui de la Croatie, la Slovaquie et d'autres pays de l'UE. Les employeurs qui emploient au moins 20 salariés doivent assurer qu'une certaine proportion du nombre total de leurs salariés sont des personnes handicapées. Le quota ne peut pas être plus bas de 2% ou plus élevé de 6%. Il peut varier par rapport à l'activité régulière de l'employeur. Le quota peut être atteint en employant un pourcentage adéquat de personnes handicapées, ou alternativement: en fournissant des bourses ou une éducation à plein temps aux personnes handicapées, en coopérant avec des ateliers protégés, des ateliers intégratifs ou des entreprises dont la moitié des salariés sont handicapés et ainsi de suite. Un employeur qui n'atteint pas le quota doit payer un frais dont le montant sera jusqu'à 70% (environ 550€) du salaire minimum pour chaque personne handicapée qu'ils étaient exigés à employer. Ce frais est payé au 'Fonds pour la réhabilitation professionnelle des personnes handicapées' est l'argent est utilisé pour promouvoir la diversité, la non-discrimination et les opportunités égales au milieu du travail.

Pratique exemplaire

Sainsbury's, Royaume Uni

Sainsbury's est la deuxième chaîne de supermarchés en taille du Royaume Uni, avec 15,8% du part du marché et 162.700 salariés (2016). Comme grand employeur, ils ont fait une priorité de l'emploi des personnes handicapées. Pour assurer que cet engagement est atteint, Tim Fallowfield est dans le Groupe Directeur de la Diversité comme leader de l'emploi des personnes handicapées. En 2008, Sainsbury's a lancé le programme de recrutement 'Vous Pouvez', qui a aidé 23.500 personnes qui sont 'plus difficiles à faire entrer dans le travail'. Sainsbury's a des partenariats avec des organisations qui fournissent de l'aide préalable à l'emploi. Par exemple, les candidats qui postulent avec People Plus reçoivent la qualification 'Level 1 City & Guilds' (Cité et Guildes Niveau 1) même si leur demande soit rejetée. De plus, avec Mencap (une organisation de bienfaisance pour les personnes avec des difficultés d'apprentissage), Sainsbury's fournit un placement d'une semaine à ceux qui n'ont pas d'expérience professionnelle. Selon m. Fallowfield, 'Vous Pouvez' est judicieux du point de vue des affaires: la diversité augmente la productivité, permet Sainsbury's d'accéder à une source de talent large, mais difficile à atteindre et attirer des candidats hautement qualifiés.

Capjob, Allemagne

En Allemagne il y a un niveau élevé de connaissance des besoins des personnes handicapées et de l'inclusion comme partie intégrale de la stratégie de l'état. Les droits égaux et la non-discrimination sont des mesures obligatoires dans la politique d'emploi, mais des entreprises aussi stimulent constamment l'emploi des personnes handicapées. L'Allemagne est pleine d'exemples de bonne pratique dans ce domaine. Le portail <https://www.capjob.de/> montre que l'organisation et l'action bien connectée peut bénéficier l'économie et les personnes handicapées. Ce site web est le portail le plus grand pour l'emploi des personnes handicapées et il offre du travail dans des domaines variés: les technologies de l'information et la communication, l'échange, l'analyse des données etc. Des portails comme ceci ont des effets d'une grande portée et bénéficient la société au sens large du terme, en le rendant plus inclusive et juste. Beaucoup d'entreprises se joignent et se rendent compte qu'il bénéficie leur réputation et leur croissance financière. Comme un pont entre les entreprises et les personnes handicapées, les sites web comme ceci sont un exemple excellent de la bonne pratique.

Želva, Slovénie

Želva est une entreprise abritée pour la formation et l'emploi des personnes handicapées, fondée en 1991 en Slovénie. Sa mission est la formation et l'emploi des personnes handicapées (surtout les personnes avec un handicap mental) et d'autres personnes 'difficiles à employer', et l'approvisionnement d'un emploi pour eux. Depuis ses origines, l'entreprise s'est élargie considérablement. Ses activités comprennent un atelier de bois où ils fabriquent des meubles sur mesure, adaptés pour chaque client, les services horticulturaux et communaux, le rangement et le maintien des jardins et de l'environnement, les services de peinture et de déménagement. En plus ils fournissent la gestion et le maintien des bâtiments, par exemple réaliser des petites réparations, entretenir le bâtiment et les zones verts autour de lui (tendre la pelouse, tailler les haies et les arbres) ainsi que les services de nettoyage. Dans le département de couture ils font des réparations variées aux vêtements préparés et cousent des vêtements sur mesure. Aujourd'hui Želva fournit de l'emploi pour environ 370 personnes handicapées.

Act Konto, Croatie

Act Konto d.o.o. est une petite entreprise spécialisée à l'approvisionnement des services experts de comptabilité et la consultation financière à des organisations à but non lucratif et des entreprises sociales en Croatie. 75% de leur main-d'œuvre comprend les personnes handicapées. Tout profit généré est réinvesti dans la communauté locale, les programmes éducatifs et l'intégration commerciale des personnes handicapées. En 2014, Act Konto a gagné l'attribution 'Key Difference' (Différence Clé) pour la diversité des ressources humaines dans la catégorie 'Egalité des personnes handicapées'. L'attribution identifie les employeurs qui promeuvent la diversité au milieu du travail, combattent la discrimination et encouragent l'emploi des groupes sociaux vulnérables. Act Koto a été fondé en 2009 par Act Group pour fournir les services de comptabilité pour la société civile et les organisations à but non lucratif. En 2012 Act Group a transféré sa titularité aux salariés. Aujourd'hui, Act Konto est une entreprise fructueuse possédée par ses salariés – des personnes handicapées – avec plus de 40 clients permanents et s'élargissant constamment.

6. Le Directive-cadre sur l'eau

La législation

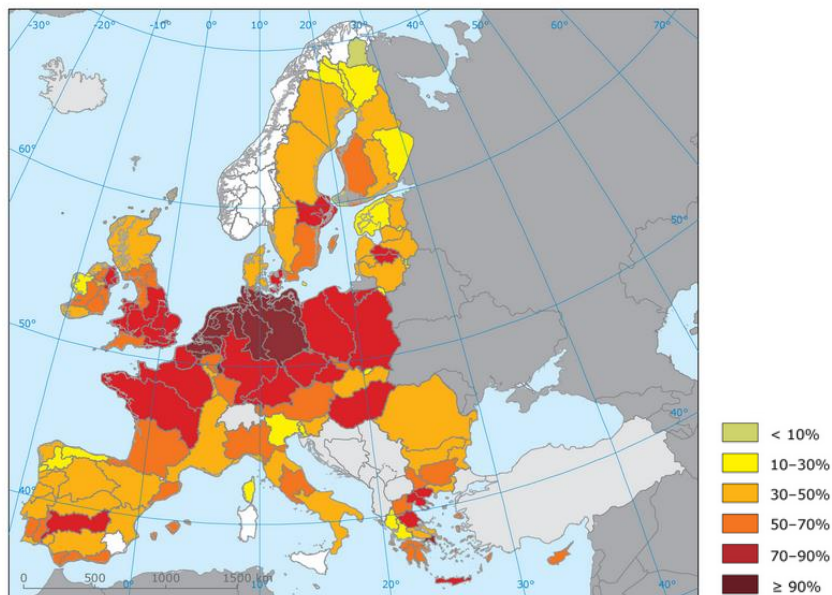
La création d'une législation commune sur l'eau a été l'un des défis politiques principaux de l'Union Européenne dès les années 1970. Les étapes législatifs clés qui ont entraîné le Directive actuel peuvent être divisés en deux périodes. La 'première vague' pendant les années 1970 et 1980 se concentrait principalement sur les standards de qualité pour certains types d'eau. Le Directive sur les eaux de baignade (76/160/EEC) a entraîné des améliorations radicales à la qualité des eaux de baignade partout en Europe. Le Directive sur l'eau potable (80/778/EEC) concernait la qualité de l'eau potable au robinet. Pendant les années 1990 une 'deuxième vague' de législation européenne sur les eaux a abordé les sources principales de pollution – l'eau usée, l'agriculture et les grandes industries, avec le Directive sur le traitement des eaux usées urbaines, la pollution des nitrates de l'agriculture et la prévention et le contrôle intégré de la pollution. Il y avait un besoin croissant d'une législation européenne plus compréhensive sur les eaux. La Commission européenne a publié 10 ans plus tard la première proposition du nouveau Directive. Après un processus de codécision intensif et compliqué, le Directive est entré en vigueur en Décembre 2000. Le Directive-cadre sur l'eau (2000/60/EC) a établi un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de la politique sur l'eau, la législation simplifiée sur l'eau et a élargi la portée de la protection de l'eau.

Partie principale

L'eau est une ressource essentielle pour l'économie et se trouve au centre du développement durable. Dans le contexte de l'UE, il est un élément clé pour la croissance, l'emploi et l'investissement, puisque tous les secteurs économiques ont besoin de l'eau pour leurs activités, mais aussi parce que le secteur de l'eau comprend directement 9000 petites et moyennes entreprises et près de 600.000 travaux dans les services des eaux seuls ([source](#)). En Europe, les consommateurs principaux de l'eau sont les secteurs de l'énergie (44%), de l'agriculture (24%), du service public d'eau potable (21%) et de l'industrie et services (11%). La demande en eau de tous les secteurs est prévue d'augmenter par jusqu'à 16% d'ici 2030, avec le changement climatique qui contribue et touche l'approvisionnement en eau. Il y a une connaissance croissante du rôle de la responsabilité sociale des entreprises dans le traitement des eaux durable, puisque les entreprises reconnaissent de plus en plus leur potentiel pour les impacts positifs et négatifs sur l'eau et la valeur économique croissante de l'eau. La politique européenne sur l'eau est règlementée par le [Directive-cadre sur l'eau](#). Le Directive a établi un cadre législative pour protéger et rétablir l'eau propre en toute l'Europe et pour assurer

son utilisation durable à long terme. Il vise à assurer l'accès à l'eau de bonne qualité dans des quantités suffisantes pour tous les citoyens européens et à assurer le bon état (un écosystème sain et des niveaux bas de la pollution chimique) de tous les corps d'eau en Europe.

Carte 1 : Proportion de corps d'eau rivières et lacs classifiés dans des différents districts hydrographiques (DH) qui contiennent l'eau sous le bien état ou potentiel écologique

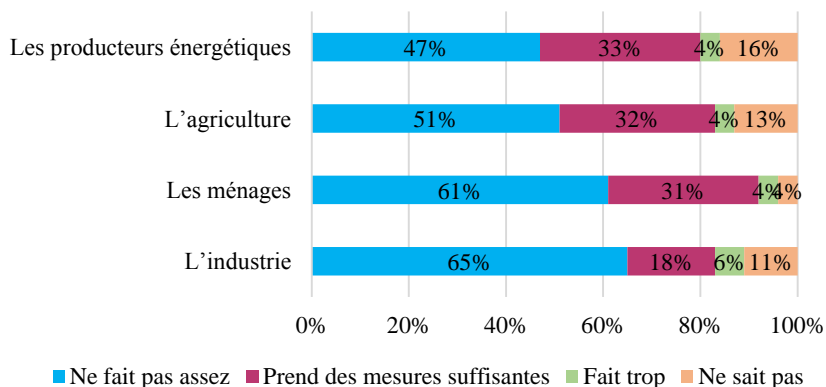


Source: WISE WFD Database, lien: <https://www.eea.europa.eu/soer-2015/europe/freshwater>

Le Directive vise à assurer l'utilisation durable de l'eau par des individus et des entreprises. Il a introduit plusieurs principes innovants dans le traitement des eaux, comme la participation publique à la planification hydrologique et à la tarification de l'eau. La tarification appropriée de l'eau est particulièrement importante parce qu'elle agit comme incitation pour l'utilisation durables des ressources d'eaux. Les Etats membres sont exigés d'assurer qui le prix qui les consommateurs de l'eau doivent payer reflète le vrai coût, conformément aux principes de 'le polluant paye'

et 'le consommateur paye'. Les consommateurs de l'eau, comme les industries, les fermes et les ménages, devraient payer le coût entier des services de l'eau qu'ils reçoivent. Les politiques sur les prix devraient rendre l'utilisation de l'eau plus efficace et aborder les questions de la surconsommation, la rareté et les sécheresses. Cependant, depuis l'adoption de la Directive en 2000, la pression sur les eaux a augmenté spectaculairement. En combinaison avec les pressions environnementales comme les inondations et les sécheresses, il y a aussi des pressions croissantes de l'agriculture, l'industrie, la production énergétique, le transport, le tourisme et d'autres secteurs. La demande en eau de tous les secteurs de l'UE verra une augmentation prévue de jusqu'à 16% d'ici 2030. Bien que l'Europe a des ressources hydriques adéquates en général, la rareté de l'eau devient un phénomène commun dans quelques régions. Selon l'enquête Eurobaromètre 2012, la majorité des européens (68%) croit que la qualité d'eau et les problèmes de qualité sont un problème grave.

A votre avis, est-ce que chacun d'entre les secteurs suivants fait trop, prend des mesures suffisantes ou ne fait pas assez pour utiliser l'eau de manière efficace dans (NOTRE PAYS)?

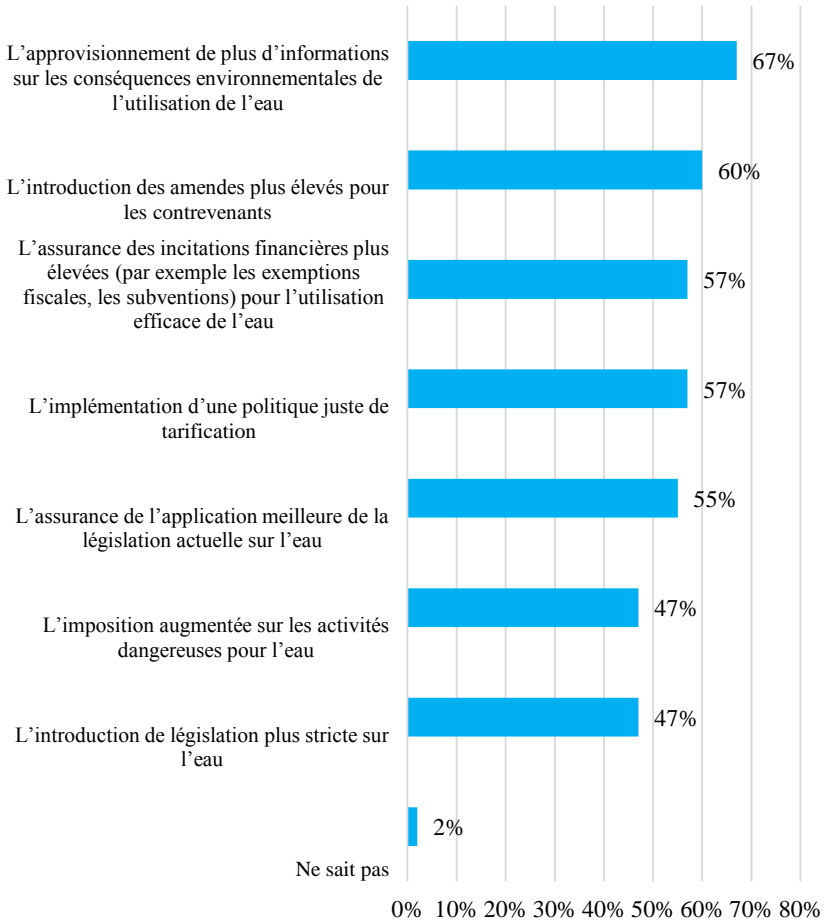


Source: Eurobarometer (2012). Attitudes of Europeans towards water-related issues

La plupart des citoyens européens croit que trop peu est fait par l'industrie (65%), les ménages (61%), l'agriculture (51%) et les producteurs énergétiques (47%) pour utiliser l'eau de manière efficace. Ils considèrent la pollution chimique comme la plus grande menace aux ressources hydriques. Environ trois quarts (73%) des européens veulent que l'UE propose des mesures additionnelles pour aborder le

problème des eaux en Europe, en se concentrant principalement sur la réduction de la pollution des eaux de l'industrie et de l'agriculture.

A votre avis, quelle d'entre les mesures suivantes serait le plus efficace pour aborder le problème de la pollution des eaux?



Source: Eurobarometer (2012). Attitudes of Europeans towards water-related issues

Pratique exemplaire

Burberry, Royaume Uni

Burberry est une marque britannique de luxe iconique qui vend des vêtements et des accessoires de mode. Bien que le secteur du luxe ne soit pas connu pour ses efforts RSE, Burberry a pris des mesures pionnières vers la réduction de sa consommation de l'eau. Il a récemment été applaudi par la campagne de Greenpeace 'Detox Catwalk' (Passerelle de désintoxication), qui surveille la contamination et le traitement des eaux dans l'industrie de la mode. Burberry vise l'élimination de l'utilisation des produits chimiques nocifs pour l'environnement d'ici 2020. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il collabore avec ses parties prenantes, principalement avec des fabricants et des groupes écologiques comme le Groupe Zéro Décharge de Produits Chimiques Nocifs. De plus, Burberry a établi les standards, les directives générales et les modèles de rapport pour leurs fabricants quant à cette question. Comme résultat, 80% de leurs fabricants ont publié les données sur les produits chimiques nocifs. Burberry souligne l'importance de la prise des responsabilités RSE des marques de la mode, surtout puisque l'industrie de la mode est l'une des industries du monde qui exige le plus d'eau.

Drink Tap Water Campaign (Campagne 'Buvez l'Eau du Robinet'), Slovénie

La Slovénie a l'un des eaux potables de meilleure qualité en Europe. Néanmoins, beaucoup de gens toujours achètent embouteillée, qui est beaucoup pire pour l'environnement que l'utilisation de l'eau du robinet. De plus, l'eau embouteillée pose un risque potentiel à la santé: la recherche suggère que les bouteilles d'eau en plastique contiennent des produits chimiques qui peuvent être dans notre eau potable. En Slovénie, l'eau du robinet est en moyenne 225 fois moins chère que l'eau embouteillée. Les services publics veulent encourager les gens à boire l'eau du robinet pour empêcher la production de déchets supplémentaires qui chargent notre environnement, et en même temps conserver les ressources naturelles. Ils ont créé un appli mobile 'Eau du Robinet Ljubljana', qui vise à informer les citoyens et les touristes de l'eau librement disponible des sources qui se trouvent dans 17 lieux dans la ville. L'objectif est de promouvoir les avantages de boire l'eau du robinet pour l'environnement et pour notre santé, et encourager les gens à boire l'eau du robinet chez soi, au travail et dans des lieux publics.

Heineken, Slovaquie

Puisque Heineken est l'un des brasseurs le plus grand du monde, il est très important qu'ils utilisent l'eau durablement et assurent que leurs producteurs le font aussi. Heineken utilise l'eau tout au long de sa chaîne logistique, de la culture des produits jusqu'aux produits complets. Pour réduire les impacts, ils travaillent à minimiser leur consommation de l'eau en augmentant l'efficacité hydrique, traitant les eaux usées des brasseries et réintroduisant l'eau qu'ils n'utilisent pas dans les bassins versants locaux. En Slovaquie, Heineken a son propre usine de traitement des eaux usées à Hurbanovo et le biogaz produit pendant le processus de traitement est ensuite utilisé pour la production énergétique. Il peut produire près de 500.000 KWh de l'électricité verte par an. Encore un projet d'eau écologique est l'adaptation de l'eau par l'osmose inverse. En faisant ça, la brasserie Heineken peut conserver plus de 35.000m³ d'eau par an, ce qui est environ la consommation annuelle d'eau de 250 ménages slovaques. Puisque la protection des eaux est l'un des six domaines importants pour Heineken, ils visent la réduction de leur consommation spécifique de l'eau dans les brasseries par environ 30% d'ici 2020.

Freewa, Croatie

Freewa est une petite startup croate fondée en 2016 qui fournit une plateforme unique pour faciliter l'utilisation des sources d'eau gratuite. C'est une plateforme en ligne, un appli avec des cartes qui montrent des sources propres d'eau potable et une bouteille d'eau écologique. L'appli est développé par la 'crowd-modélisation' des ressources propres d'eau et il montre la source d'eau potable gratuite la plus proche à l'utilisateur. La bouteille Freewa est fabriquée du verre, le couvercle est sans-BPA et 100% recyclable et la pochette feutrine écologique est fabriquée des bouteilles PET recyclées. La bouteille, le couvercle et la pochette sont tous fabriqués en Croatie, ce qui stimule l'économie locale et crée de l'emploi. De plus Freewa réinvestit une partie de son profit dans les projets hydriques socialement responsables et durables. Il a gagné une attribution pour la meilleure startup avec un impact social. Pendant que la bouteille en verre aide à réduire la pollution plastique, l'appli mobile aide les gens à trouver des sources d'eau propres. A l'avenir, il les aidera aussi à surveiller la pollution des ressources de l'eau et à participer à des différentes initiatives de protection de l'eau.

FUNDED BY:



Erasmus+

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.

Cette publication n'engage que ses auteurs et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

